



COORDINATION SUD

RASSEMBLER & AGIR
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

NOTE D'ANALYSE

COMMISSION ODD

LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2030 EN FRANCE ET EN ESPAGNE

Mise à jour – Août 2023

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble, aujourd'hui, 184 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, ces organisations mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Pour le secteur associatif de droit français de la solidarité internationale, Coordination SUD, avec ses organisations membres, assure quatre missions : la promotion et la défense d'un environnement favorable à l'action et l'expression des organisations de la société civile (OSC), l'appui et le renforcement de ces mêmes OSC, la construction et la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde sur les politiques de solidarité internationale ; et enfin, la veille et la prospective sur la solidarité internationale et son secteur associatif, leurs évolutions et enjeux.

La Commission ODD de Coordination SUD

Priorité stratégique de plaidoyer pour Coordination SUD, la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) par la France est suivie par la commission ODD, espace d'échanges et d'analyse qui vise à :

- Rendre visible et pérenniser la place de la société civile française dans la mesure et le suivi de la prise en des ODD dans la politique de développement durable et de solidarité internationale de la France
- Veiller à l'intégration des ODD et à l'impératif de cohérence des politiques publiques qu'ils impliquent dans les stratégies, approches et politiques publiques françaises relatives à la solidarité internationale et au développement durable, qu'elles soient sectorielles ou transversales
- Élaborer les positions de Coordination SUD sur le suivi et la mise en œuvre des ODD, la cohérence des politiques pour le développement et leur prise en compte dans la politique de développement et de solidarité internationale française
- Permettre aux membres et partenaires de Coordination SUD de partager leurs analyses et leurs expertises sur les évolutions en cours en matière de suivi, de prise en compte et de mise en œuvre des ODD afin de proposer des recommandations et de traduire l'universalité des ODD dans les cadres stratégiques et dans les actions.

Coordination rédactionnelle

Nicolas Paris, Coordination SUD

Directeur de la publication

Reynald Blion, Coordination SUD

« Déchiffrer le monde réel en le dépouillant des visions et des valeurs dont la langue, toute langue, est porteuse, c'est en déranger l'ordre institué, en bouleverser les hiérarchies. »

C'est aussi pourquoi Coordination SUD utilise l'écriture inclusive, à tout le moins non exclusive, pour l'ensemble de ses publications, tirée des orientations et principes suggérés par le Haut Conseil à l'égalité entre femmes et les hommes (HCE) français.

Quelques petits changements d'habitude en plus de procédés de rédaction très simples et très concrets permettent de donner à écrire, lire, voir et comprendre le monde et les sociétés dans leur pluralité. Ainsi, cette publication repose sur :

- Des formulations neutres (ex. présidence plutôt que président)
- Des noms et adjectifs épiciques, (ex. responsable plutôt que chef)
- Le dédoublement des mots (ex. citoyennes et citoyens) en respectant l'ordre alphabétique pour leur citation,
- L'accord de proximité avec le dernier nom, qu'il soit féminin ou masculin, singulier ou pluriel,
- Un recours, si besoin est au point médian

Les visuels utilisés par Coordination SUD complètent cette expression inclusive évitant les stéréotypes de genre et bousculant nos réalités, et surtout leurs compréhensions.

*Annie Ernaux, Prix Nobel de littérature 2022, Discours, Stockholm, 7 décembre 2022

«Le Sénat français précisait que les nombreuses fonctions du CGDD justifiait une « augmentation d'un million d'euros de sa dotation prévue » pour 2021 ».

Dans l'édition 2021 du rapport onusien sur les « Progrès vers les Objectifs de développement durable » publié en avril dernier, les auteurs commencent par souligner qu'avant même la pandémie de Covid-19, les progrès vers la réalisation des objectifs ne se matérialisaient pas assez rapidement pour être atteints d'ici 2030, et étaient même en recul, voire dans certains domaines au point mort¹.

Afin de porter des propositions en faveur de la réalisation de l'Agenda 2030, il convient de s'informer quant aux modalités de mise en œuvre au sein de pays proches de la France. Ce document visera donc à analyser deux cas, ceux de la France et de l'Espagne. En effet, si la France semble présenter un retard important dans le portage politique et institutionnel de cet Agenda, le gouvernement espagnol a pour sa part mis en œuvre ces dernières années de nombreuses mesures afin d'intégrer les ODD dans ses politiques publiques. La comparaison de ces deux cas pourrait faire émerger des suggestions que défendraient les organisations de la société civile afin de porter au mieux les objectifs de l'Agenda 2030 en France.

Ce document vise donc à nourrir une discussion afin d'élaborer un positionnement commun aux organisations membres de Coordination SUD sur les modalités institutionnelles du portage des ODD. À cette fin, il présentera tout d'abord les institutions chargées de la mise en œuvre des ODD dans les deux pays, pour ensuite comparer les plans d'action élaborés ainsi que le suivi de ces politiques et leur présence dans le débat public.

¹ Focus 2030 (2021), [Rapport des Nations Unies en amont du Forum politique sur la mise en œuvre des objectifs du développement durable](#), Juillet.

1. L'ESPAGNE DISPOSE D'INSTANCES MAJEURES SPÉCIALISÉES DANS LA RÉALISATION DE L'AGENDA 2030, CONTRAIREMENT À LA FRANCE

EN 2021, LA FRANCE DISPOSE SEULEMENT DE DEUX INSTANCES POUR LA RÉALISATION DE L'AGENDA 2030

Le Commissariat général au développement durable (CGDD)

Le Commissariat général au développement durable dépend du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et possède plusieurs fonctions :

- Préparer les délibérations du Comité interministériel pour le développement durable (CIDD), en assurer le suivi et veiller à la mise en œuvre des actions d'évaluation, de formation et de communication
- Élaborer des recommandations et apporter son soutien aux démarches, initiatives et projets de développement durable des administrations, des collectivités territoriales et des acteurs économiques
- Animer et coordonner l'action des hauts fonctionnaires au développement durable
- Animer, coordonner et organiser la préparation et la réalisation des politiques d'adaptation et de lutte contre l'effet de serre.

Dans son rapport sur le Projet de loi de finances pour 2021, le Sénat français précisait que les nombreuses fonctions du CGDD justifiait une « augmentation d'1 million d'euros de sa dotation prévue » pour 2021².

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

Si l'INSEE est impliqué dans la production et la coordination des données avec les services statistiques des différentes administrations, il est impossible de dire que cette organisation est spécialisée sur la thématique de la réalisation de l'Agenda 2030.

² Sénat (2020), [Projet de loi de finances pour 2021 : Environnement](#), Novembre.

EN ESPAGNE, IL EXISTE PLUSIEURS INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DANS LA RÉALISATION DE L'AGENDA 2030³.

Le ministère des Droits sociaux et de l'Agenda 2030

Le ministère des Droits sociaux et de l'Agenda 2030 est créé en 2020 à la suite de l'intégration en un seul département des compétences sociales du ministère de la Santé, de la Consommation et du Bien-être social et de celles de la présidence du gouvernement sur les objectifs de développement durable.

Il est notamment chargé de proposer et d'exécuter la politique du gouvernement en matière de promotion, de suivi et de coopération pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable des Nations unies⁴.

En mars 2021, ce portefeuille a été repris par l'ancienne secrétaire d'État à l'Agenda 2030, Ione Belarra, à la suite du départ du vice-président du gouvernement Pablo Iglesias.

Le ministère comprend notamment le Secrétariat d'État à l'Agenda 2030 et le Sous-secrétariat aux droits sociaux et à l'Agenda 2030.

- Le Secrétariat d'État espagnol à l'Agenda 2030 est l'organe suprême du ministère des Droits sociaux et de l'Agenda 2030 chargé de proposer et d'exécuter la politique du gouvernement de la Nation en matière de promotion, de suivi et de coopération pour la mise en œuvre des ODD. L'actuel secrétaire d'État à l'Agenda 2030 est Lilith Verstrynge Revuelta, nommée le 27 juillet 2022⁵.
- Il comprend également une Direction Générale des Politiques Prioritaires (políticas palancas) pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, chargée de prêter un appui technique au Secrétariat d'État dans ses fonctions et d'évaluer les « políticas palancas » et leur impact⁶.

³ "Gobernanza". Ministerio de derechos sociales y Agenda 2030. Consulté le 31 mai 2022.

<https://www.mdsocialesa2030.gob.es/agenda2030/gobernanza.htm>

⁴ Ministerio de Política Territorial y Función Pública (2020), *Real Decreto 452/2020, de 10 de marzo, por el que se desarrolla la estructura orgánica básica del Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030, y se modifica el Real Decreto 139/2020, de 28 de enero, por el que se establece la estructura orgánica básica de los departamentos ministeriales*, Agencia Estatal Boletín Oficial del Estado, Mars.

⁵ Ministerio de Política Territorial y Función Pública (2022), *Real Decreto 655/2022, de 26 de julio, por el que se nombra Secretaria de Estado para la Agenda 2030 a doña Lilith Verstrynge Revuelta. s*, Agencia Estatal Boletín Oficial del Estado, Juillet.

⁶ Ministerio de Política Territorial y Función Pública (2020), *Real Decreto 452/2020, de 10 de marzo, por el que se desarrolla la estructura orgánica básica del Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030, y se modifica el Real Decreto 139/2020, de 28 de enero, por el que se establece la estructura orgánica básica de los departamentos ministeriales*, Agencia Estatal Boletín Oficial del Estado, Mars.

Commission déléguée du gouvernement pour l'Agenda 2030⁷

La Commission déléguée du gouvernement pour l'Agenda 2030 regroupe 15 ministères dont les compétences ont été définies dans le domaine de l'étude, de la promotion, de la coordination et de la participation à la conception, à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de plans et de stratégies pour la mise en conformité de l'Espagne avec l'Agenda 2030.

Cette commission permet de générer une large coordination interministérielle et est assistée par un groupe de travail technique, dont la composition est ouverte à la participation de tous les ministères qui composent le gouvernement, conformément aux recommandations formulées par les Nations unies pour intégrer tous les efforts à partir d'une approche inter et multisectorielle.

Il existe en outre un groupe de travail interministériel chargé de préparer les réunions de la Commission déléguée, auxquelles participent tous les ministères pour une coopération technique.

Conférence sectorielle pour l'Agenda 2030⁸

La Conférence sectorielle pour l'Agenda 2030 est un organe de coopération entre l'administration générale de l'État (central), les communautés autonomes, les villes autonomes de Ceuta et Melilla et l'administration locale, par le biais de la Fédération espagnole des municipalités et des provinces, pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Cette coopération vise à maximiser les connaissances accumulées par les différents niveaux d'administration, à partir de l'exercice des compétences attribuées dans la Constitution et les Statuts d'autonomie.

Son règlement de fonctionnement a également envisagé la création de la Commission sectorielle pour l'Agenda 2030, en tant qu'organe de soutien et de conseil. Les deux organes, la Conférence sectorielle et la Commission sectorielle pour l'Agenda 2030, se sont réunis à deux reprises en juillet et en décembre 2021.

⁷ Presidencia del gobierno (2020), [Real Decreto 399/2020, de 25 de febrero, por el que se establecen las Comisiones Delegadas del Gobierno](#), Février.

⁸ Ministerio de Política Territorial y Función Pública (2020), [Resolución de 19 de enero de 2021, de la Secretaría de Estado para la Agenda 2030, por la que se publica el Acuerdo de la Conferencia Sectorial para la Agenda 2030, por la que se aprueba su Reglamento de Organización y Funcionamiento](#), Février.

Conseil du développement durable⁹

Le Conseil du développement durable est un organe consultatif qui rassemble des représentants du monde universitaire, du secteur des affaires, des syndicats, des organisations environnementales, sociales, de défense des droits de l'homme et de la paix, des organisations dans le domaine de la coopération internationale - ainsi que de 13 conseils consultatifs au niveau de l'État.

Ce dernier aspect permet de coordonner les travaux menés dans le cadre du Conseil du développement durable avec ceux générés dans d'autres organes consultatifs sectoriels.

Le Conseil a notamment produit un document de contribution qui se reflète largement dans la stratégie de développement durable de l'Espagne. En outre, une Commission conjointe pour la coordination et le suivi de la stratégie espagnole pour atteindre les objectifs de développement durable, créée au sein du Parlement espagnol, a également participé aux travaux.

Commission mixte pour la coordination et le suivi de la stratégie espagnole pour l'atteinte des Objectifs du développement durable¹⁰

Organe de soutien parlementaire dans l'effort pour réaliser l'Agenda 2030, cette commission mixte maintient un calendrier régulier de réunions et a accueilli, de février 2020 à mars 2021, un total de vingt et une comparutions de représentants du gouvernement, des communautés autonomes et des entités locales, ainsi que de représentants d'universités, d'instituts de recherche, de plateformes de la société civile, de syndicats et du secteur des entreprises.

Nombre de ces comparutions s'inscrivent dans le processus de rédaction d'un avis visant à informer et à guider l'exécutif dans le processus de définition de la Stratégie de développement durable 2030, par la définition d'orientations et de recommandations spécifiques. Un avis¹¹ a été approuvé le 19 avril.

⁹ "Alto Comisionado para la Agenda 2030", Wikipedia. Consulté le 31 mai 2022.

https://es.wikipedia.org/wiki/Alto_Comisionado_para_la_Agenda_2030

¹⁰ "Comisión Mixta para la Coordinación y Seguimiento de la Estrategia Española para alcanzar los Objetivos del Desarrollo Sostenible (ODS)", Congreso de los Diputados. Consulté le 31 mai 2022.

https://www.congreso.es/comisiones?p_p_id=organos&p_p_lifecycle=0&p_p_state=normal&p_p_mode=view&organos_selectedLegislatura=XIV&organos_codComision=315

¹¹ Comisión Mixta para la Coordinación y Seguimiento de la Estrategia Española para alcanzar los Objetivos de Desarrollo Sostenible (2021), *Dictamen de la ponencia de estudio de la definición de la estrategia de desarrollo sostenible Comisión Mixta para la Coordinación y Seguimiento de la Estrategia Española para alcanzar los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS) marzo – abril 2021*, Février.

Cette Commission garantit notamment un contrôle parlementaire sur l'action du gouvernement en termes de mise en œuvre des objectifs de l'Agenda 2030.

2. RESPONSABILITÉ GOUVERNEMENTALE ET REDDITION DE COMPTES

De manière générale, le gouvernement espagnol fait preuve d'une très importante clarté quant à son action en faveur du développement durable. Une seule page web¹² permet par exemple d'avoir accès aux documents et informations majeures du ministère des Droits sociaux et de l'Agenda 2030 autour de la thématique des ODD, en particulier sa gouvernance, des indicateurs renouvelés régulièrement, ainsi qu'un suivi régulier des résultats espagnols. Cela permet un suivi facilité pour les citoyens et les organisations de la société civile, et par conséquent une plus grande responsabilité de la part du gouvernement.

LES RAPPORTS DE PROGRÈS ANNUELS ESPAGNOLS

En 2019¹³, 2020¹⁴, 2021¹⁵ et 2022¹⁶, le gouvernement espagnol a publié des rapports de progrès annuels extrêmement détaillés. Ces documents comprenaient, entre autres éléments :

- Un état des lieux de la situation, aux niveaux socio-économique, environnemental, international, tout en prenant en compte la crise du Covid à partir de 2020.
- Un suivi de la mise en œuvre des « políticas palancas », prenant en compte les avancées, les réussites et les résultats, en détaillant la législation correspondant à chaque objectif.
- Le détail des mécanismes et instruments de coordination, expliquant notamment leurs fonctions, leur structure, le travail effectué par chacune des structures. Sont notamment mise en avant :
 - La Commission déléguée du gouvernement pour l'Agenda 2030
 - La Conférence sectorielle pour l'Agenda 2030
 - La Commission sectorielle pour l'Agenda 2030
 - Le Conseil du Développement Durable
 - Les actions mises en œuvre aux niveau local (notamment autonome)
 - Les engagements des différents secteurs (entreprises, société civile, etc.)

¹² "Documentos", Ministerio de Derechos sociales y Agenda 2030. Consulté le 1er juin 2022.

<https://www.mdsocialesa2030.gob.es/agenda2030/documentos.htm>

¹³ Gobierno de España (2019), *Informe de progreso. La implementación de la Agenda 2030 en España*, Novembre.

¹⁴ Gobierno de España (2020), *Reconstruir lo común. La implementación de la Agenda 2030. Informe de progreso 2020*, Juillet.

¹⁵ Gobierno de España (2021), *Informe de progreso 2021 y estrategia de desarrollo sostenible 2030*, Juillet.

¹⁶ Gobierno de España (2022), *Informe de progreso 2022 de la Estrategia de Desarrollo Sostenible 2030*, Décembre.

ÉTAT DES LIEUX DE LA FRANCE AU REGARD DES ODD

En France, seul un document du même type a été publié depuis l'adoption de la feuille de route en 2019. Le 15 septembre 2021, le Commissariat général au développement durable (CGDD) a publié son État des lieux de la France au regard des Objectifs du développement durable¹⁷.

Si ce document témoigne d'une bonne volonté de la part du CGDD, les manques de moyens et de connaissance des ODD en France se font cruellement ressentir. Le rapport reste trop superficiel comparé à ses équivalents espagnols. Il revient notamment sur les 5 premiers des 6 grands enjeux définis par la France dans sa stratégie nationale de développement durable, indiquant si leur mise en œuvre est « sur la bonne voie », « à améliorer » ou si des progrès importants sont attendus. En outre, la dimension internationale n'est pas abordée, notamment du fait de l'absence de participation du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, démontrant une difficulté du gouvernement français à travailler de manière transversale à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

3. L'AGENDA 2030 DANS LES PROGRAMMES ÉLECTORAUX

Il convient également de regarder rapidement les programmes des élections majeures de ces deux pays afin de déterminer à quel point ces sujets sont au cœur du débat public. Cela permet d'apporter des éléments d'explication aux résultats du sondage mené par Focus 2030, selon lequel seuls 10% des Français prétendent savoir ce que sont les « objectifs de développement durable des Nations unies » contre 53% qui ne le savent pas¹⁸.

La comparaison portera ici sur les programmes électoraux des quatre partis majoritaires espagnols à l'occasion des élections générales de 2023, et français à l'occasion des élections présidentielles de 2017 ou 2022, en fonction de la disponibilité des programmes. Nous constatons ainsi que quasiment aucun parti majeur ne fait mention des ODD dans son programme en France, là où seule l'extrême droite espagnole n'y fait pas référence.

¹⁷ Ministère de la Transition écologique et solidaire (2021), [État des lieux de la France 2020. Transformer la société par les Objectifs du développement durable](#), Septembre.

¹⁸ Focus 2030 (2022), [La \(mé\)connaissance des objectifs de développement durable par les Français](#), mis à jour le 23 mars 2023.

Espagne (élections générales de 2023)

Partis ayant obtenu les meilleurs scores aux dernières élections	Nombre de mentions des ODD ou de l'Agenda 2030 dans leurs programmes
PSOE	6
Partido Popular	0
VOX	5 ¹⁹
Sumar (Unidas Podemos)	3
Total au sein des 4 partis majoritaires en 2023	14

France (élections présidentielles de 2017-2022)

Partis ayant obtenu les meilleurs scores aux dernières élections	Nombre de mentions des ODD ou de l'Agenda 2030 dans les programmes
Renaissance (En Marche, 2017)	0
Rassemblement National (2022)	0
Les Républicains (2022)	0
La France Insoumise (2017)	0
Total au sein des 4 partis majoritaires en 2017-2022	0

4. LES RÉSULTATS EN TERMES DE MISE EN ŒUVRE DES ODD

UN SCORE GLOBAL À NUANCER FORTEMENT

Il convient de mettre ces mesures en perspective avec les résultats obtenus par les deux modèles. Tout d'abord, la France, du fait notamment d'une situation socio-économique plus favorable²⁰, possède une légère avance dans la mise en œuvre des ODD. En 2023, le score²¹ de

¹⁹ Il convient de préciser que, dans le cas de VOX, l'Agenda 2030 est principalement évoqué pour défendre son abandon. Cependant, les mentions de l'Agenda 2030, même pour le critiquer, montre une certaine présence dans le débat public espagnol.

²⁰ En 2020, le PIB par habitant (en standard de pouvoir d'achat) de la France était de 30.800 euros, contre 25.600 pour l'Espagne.

²¹ Il s'agit d'une note sur 100 (100 représentant le meilleure score et 0 le pire).

la France au regard du SDG Index²² était de 82, contre 80,4 pour l'Espagne²³. Cependant, ces chiffres doivent être nuancés pour deux raisons principales.

Tout d'abord, la progression de l'Espagne à partir de l'impulsion des réformes autour de l'Agenda 2030 est bien plus importante que celle de la France dans le même temps, et ce avec des ressources globales inférieures. Ainsi, le score de l'Espagne a augmenté de 6,6 % entre 2018²⁴ et 2023²⁵, soit 5 points de plus. Dans la même période, le score de la France a augmenté de seulement 1,9 %, soit 1,6 point. En 2021, le PIB de la France était pourtant de 2957,88 milliards d'euros, contre seulement 1427,38 milliards pour l'Espagne. Les moyens des deux pays pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 sont donc bien différents. En outre, dans la période 2018-2021, le PIB de l'Espagne a diminué de 4,62 %, alors que celui de la France a augmenté de 0,39 %²⁶.

Le retard de la France s'illustre également à travers l'*International Spillover Index* (ISI). Cet outil mesure les impacts transfrontaliers générés par un pays sur les autres, qui peuvent à leur tour compromettre les capacités de ces derniers à atteindre les ODD²⁷. Sur cet aspect, l'Espagne a un impact bien moins négatif sur l'atteinte des ODD au niveau international que la France, avec un score de 70,9 en 2023, contre 61,9 pour la France²⁸. Ainsi, l'écart entre la France et l'Espagne est de 0,8 points au regard du SDG Index, contre 9 points pour l'ISI. Si la France a une légère avance sur l'Espagne en termes intérieurs, elle est largement plus impactante

²² L'indice et les tableaux de bord des ODD rassemblent les données disponibles pour 149 pays afin d'évaluer la situation de chaque pays en 2016 par rapport à la réalisation des ODD. L'indice SDG classe les pays en fonction de leur performance sur 17 objectifs. Le tableau de bord des ODD utilise un diagramme à feux de circulation pour évaluer où se situe un pays par rapport à chacun des 17 ODD. Il aide les pays à identifier les priorités pour des actions rapides et montre que chaque pays est confronté à des défis majeurs pour atteindre les ODD.

²³ Sachs, J.D., Lafortune, G., Fuller, G., Drumm, E. (2023). *Implementing the SDG Stimulus. Sustainable Development Report 2023*. Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press, 2023. 10.25546/102924

²⁴ Sustainable Development Solutions Network, Bertelsmann Stiftung (2018), *SDG Index and dashboards 2018. Global responsibilities, Implementing the goals*, Juillet.

²⁵ Sachs, J.D., Lafortune, G., Fuller, G., Drumm, E. (2023). *Implementing the SDG Stimulus. Sustainable Development Report 2023*. Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press, 2023. 10.25546/102924

²⁶ Banque mondiale (2023), *Données sur les comptes nationaux de la Banque mondiale et fichiers de données sur les comptes nationaux de l'OCDE*, Avril.

²⁷ Le *Spillover Index* mesure les impacts transfrontaliers générés par un pays sur les autres, qui peuvent à leur tour compromettre les capacités de ces derniers à atteindre les ODD. L'indice de débordement couvre les débordements financiers (par exemple, le secret financier, le transfert de bénéfices), les impacts environnementaux et sociaux incorporés dans le commerce et la consommation (par exemple, les émissions de CO2 importées, les menaces de biodiversité importées, les accidents du travail incorporés dans le commerce), et la coopération en matière de sécurité et de développement (APD, exportations d'armes). L'APD est un exemple de retombées positives. Les scores doivent être interprétés de la même manière que le score de l'indice SDG : de 0 (mauvaise performance, c'est-à-dire des retombées négatives importantes) à 100 (bonne performance, c'est-à-dire aucune retombée négative importante). Pour permettre les comparaisons internationales, la plupart des indicateurs de retombées sont exprimés en termes par habitant.

²⁸ Sachs, J.D., Lafortune, G., Fuller, G., Drumm, E. (2023). *Implementing the SDG Stimulus. Sustainable Development Report 2023*. Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press, 2023. 10.25546/102924

négativement que l'Espagne en termes de politique extérieure au regard de la réalisation de l'Agenda 2030 dans les pays tiers.

AU NIVEAU DES OUTILS, DE L'ENGAGEMENT ET DES EFFORTS, UNE ESPAGNE BIEN PLUS SÉRIEUSE

Les outils de mise en œuvre des ODD prennent également en compte d'autres aspects des politiques publiques nationales. Sur ces points, la France semble être une plus mauvaise élève que l'Espagne.

Les ODD ou l'Agenda 2030 étaient bien présents dans le budget national 2021 de l'Espagne, ainsi que dans le plan de relance national qui a fait suite à la crise du Covid. En revanche, ils ne l'étaient pas dans ceux de la France²⁹. De nouveau, dans le rapport publié en 2023 par le SDSN, les ODD sont présents dans le budget annuel espagnol, mais manquent à l'appel dans le budget français³⁰. L'Agenda 2030 est donc bien moins intégré de façon transversale dans les politiques publiques en France qu'en Espagne.

Le SDSN a développé en 2023 un nouvel outil qui mesure les engagements et les efforts d'un pays en faveur des ODD. Selon son classement, la France se trouve à la 32^e place pour un score de 64,1 sur 100, loin derrière l'Espagne, qui se situe à la 13^e place avec un score de 74,8, soit plus de 10 points de différence³¹.

Enfin, le suivi des ODD est mesuré par l'Index de Performances statistiques³², basé sur les données de la Banque Mondiale. Selon cet index, la France (90,8) présente de moins bonnes performances que l'Espagne (91,4).

²⁹ Sachs, J.D., Lafortune, G., Fuller, G., Drumm, E. (2023). [Implementing the SDG Stimulus. Sustainable Development Report 2023](#). Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press, 2023. 10.25546/102924

³⁰ Sachs, J.D., Lafortune, G., Fuller, G., Drumm, E. (2023). [Implementing the SDG Stimulus. Sustainable Development Report 2023](#). Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press, 2023. 10.25546/102924

³¹ Sachs, J.D., Lafortune, G., Fuller, G., Drumm, E. (2023). [Implementing the SDG Stimulus. Sustainable Development Report 2023](#). Paris: SDSN, Dublin: Dublin University Press, 2023. 10.25546/102924

³² L'indice de performance statistique est une moyenne pondérée des indicateurs de performance statistique qui évaluent la performance des systèmes statistiques nationaux. Il regroupe cinq piliers de la performance statistique : l'utilisation des données, les services de données, les produits de données, les sources de données et l'infrastructure de données.

CONCLUSION

Cette note a permis de mettre en avant des différences importantes dans le portage des ODD entre la France et l'Espagne. Les instances dédiées à cette tâche sont bien plus importantes en Espagne qu'en France. Cet écart est également très visible au niveau de la reddition de compte et de la responsabilité gouvernementale. Conséquemment, si le score global de la France au regard des ODD est encore meilleur que celui de l'Espagne, il doit être fortement relativisé au vu du manque d'appropriation des ODD dans le débat public français, ainsi que des carences importantes dans la prise en compte de l'agenda 2030 dans la politique étrangère de la France.

C'est pourquoi, pour faire suite à cette analyse, Coordination SUD publie également une note de position de la Commission ODD. Celle-ci propose plusieurs pistes pour un meilleur portage de l'Agenda 2030 dans les politiques publiques françaises.

Avec le soutien de



Cette publication bénéficie d'un soutien de l'Union européenne et de l'Agence française de développement. Les idées et les opinions qui y sont présentées n'engagent que leurs auteur-es et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Union européenne et de l'Agence française de développement.



COORDINATION SUD

RASSEMBLER & AGIR
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**Rassembler et agir
pour la Solidarité internationale**

14, Passage Dubail 75010 Paris
Tél. : + 33 1 44 72 93 72
www.coordinationsud.org